



LA FEDERATION COMMUNIQUE

PLAN FRANCE 2030

RUPTURE... BLABLABLA...

Le nouveau plan de relance France 2030 annoncé par Macron concernerait les « *innovations de rupture* » en agriculture, soit le numérique, la robotique et la génétique. De fait, on continue avec les mêmes. Le contraire d'une rupture.

Concernant le numérique et la robotique, ce sont des investissements lourds que ne pourront réaliser que les grandes exploitations, au prix d'un agrandissement des surfaces pour rentabiliser l'investissement et d'un endettement. Au moment où se déroule la Cop 26, les experts du Giec n'en finissent pas d'alerter sur le réchauffement climatique et l'exigence de modifier en profondeur le mode de production capitaliste. « En même temps », le gouvernement s'enferme dans un type de développement agricole productiviste. Cette logique accélère la concentration agraire et une mécanisation à outrance allant à l'encontre d'une économie décarbonée.

Par ailleurs, le numérique en agriculture pose notamment la question de la propriété des données. Dans « la ferme connectée », qui possède l'information détient le pouvoir. Un fabricant de robots de traite ou de moissonneuses-batteuses concentre une masse de données qui se traduit par un assujettissement encore aggravé de l'agriculture aux industries d'amont du machinisme agricole. Dans le cas de la moissonneuse-batteuse, le fabricant est en capacité de rassembler les données issues de l'utilisation de la machine et ainsi d'analyser les rendements de l'exploitation. Rien ne l'empêche de revendre ces informations à un trader qui peut anticiper les achats et ventes de blé par exemple suivant l'évolution de la moisson. Cet accès direct, en temps réel, aux informations favorise la spéculation sur les matières premières agricoles.

Concernant la génétique, Macron vise les nouvelles techniques d'édition du génome. Si celles-ci sont plus précises et peuvent permettre une réduction des intrants et de répondre à certains enjeux du réchauffement climatique, elles posent néanmoins, comme les Ogm, la question fondamentale des brevets et la privatisation du vivant. Une privatisation sans frein du vivant, de la recherche, au profit de quelques multinationales essentiellement à base américaine, ce qu'avec de nombreuses organisations nous condamnons et combattons.

Au-delà, si les enjeux auxquels est confronté l'agriculture exigent une rupture, elle ne concerne pas les innovations ou des solutions techniques, mais bien le mode de production agricole qui soumet l'agriculture aux lois du marché capitaliste. Une telle logique supprime tous les outils de régulation, entraîne le développement anarchique des productions à coup de subventions sans condition ni contrôle. Le changement de paradigme et la rupture avec le système capitaliste sont urgents pour répondre aux besoins de la population et à la sauvegarde des ressources naturelles de notre planète.

Montreuil,
Le 4 novembre 2021